

Recrutement, maternité, fonctionnement en direction commune... La direction du centre hospitalier répond aux critiques et rumeurs

Suivie à la réception d'un communiqué cosigné par le Syndicat national des médecins hospitaliers - Force Ouvrière (SNMH-FO) et les syndicats CGT et FO du Centre hospitalier de la Vallée de Maurienne (CHVM) pointant du doigt une situation critique de la maternité, nous sommes allés à la rencontre du directeur par intérim du CHVM, Florent Chambaz, du directeur délégué Pierre Kempf et du président du Conseil de surveillance Philippe Rollet, maire de Saint-Jean-de-Maurienne.

Pour rappel, à l'été 2025, suite au départ de la directrice Stéphanie Ressegulier, le CHVM a rejoint un groupe-piment d'établissements hospitaliers dont Chambéry-Aix, Albertville-Moutiers, Belley et plusieurs EHPAD, dirigés par Florent Chambaz. « L'organisation hospitalière depuis maintenant une dizaine d'années va sur une vision collective des établissements. Dans un format provisoire mais qui a vocation à être pérenne, on a étendu la direction commune au CHVM en accord avec le conseil de surveillance, les maîtres de Saint-Jean et Modane, Madame la députée Émilie Bonnard et l'Agence régionale de santé. Aujourd'hui, il y a une même direction pour l'ensemble des établissements avec l'objectif de gagner en cohérence, pour que Saint-Jean et Modane puissent profiter de ce qu'on fait à Chambéry ou Albertville, et en même temps pour que notre stratégie soit en accord avec ce qui se fait pour le recrutement notamment », rappelle Florent Chambaz.

« Le maintien de la maternité passe par des recrutements », appuient les syndicats

C'est à cette direction commune que les syndicats demandent d'agir au plus vite pour sauver la maternité de Saint-Jean. « Afin de pérenniser l'activité de la maternité dont beaucoup auront besoin un jour ou l'autre, il faut sécuriser les anesthésistes-réanimateurs, les gynécobstétriciens, les pédiatres, les sages-femmes et les auxiliaires de puériculture... et accéder aux revendications des personnels et de leurs représentants locaux. Le maintien de la maternité passe par des recrutements médicaux et par le renforcement de l'équipe de gynécologie-obstétrique en place, aujourd'hui largement dépendante du recours à des praticiens intérimaires. L'éventualité d'une fermeture de la maternité en cas de départ du seul praticien titulaire en gynécologie-obstétrique est bien réelle. La maternité constitue un pilier de l'offre de soins dédiée aux femmes sur l'ensemble de la vallée de la Maurienne. Sa fermeture signifierait également la disparition du centre d'IVG, avec des conséquences majeures en termes d'accès aux soins et de continuité des prises en charge. Nous ne pouvons pas prendre le risque d'une fermeture de la maternité », appuient-ils.



« On partage complètement l'objectif fixé qui est celui d'une sécurisation de la maternité avec une équipe pérenne », affirme le directeur par intérim du CHVM, Florent Chambaz.

« Notre volonté est de maintenir une activité de maternité dans des conditions de sécurité assurées »

« Il faut se souvenir d'où on vient... », tempère Florent Chambaz. « La maternité de Saint-Jean est l'une des trois plus petites maternités de France, non pas en qualité bien entendu, mais en nombre d'accouchements : on est en moyenne à 200 accouchements par an, ce qui est très faible. Cela n'empêche rien à sa légitimité ni à son intérêt pour la population, mais pour les praticiens, les petites maternités sont moins attractives. Pourquoi ? Parce que moins vous faites d'accouchements, moins vous gardez vos compétences. C'est pareil dans toutes les spécialités médicales, et c'est d'autant plus vrai dans les accouchements », poursuit-il.

La maternité de Saint-Jean est une maternité de niveau 1, c'est-à-dire qu'elle prend en charge des accouchements non pathologiques, sans difficultés à priori. « La question de la sécurité est pour nous l'objectif principal. Une maternité de cette taille-là doit, pour rendre service à la population, fonctionner de manière complètement sécurisée, avec des professionnels de haute qualité. On a la chance d'avoir une équipe de sages-femmes extrêmement investies. Mais on a depuis plusieurs années des difficultés de recrutement de gynécologues-obstétriciens. C'est une compétence rare. On fonctionne donc aujourd'hui avec des médecins intérimaires. On essaie d'avoir le plus possible d'intérimaires réguliers. Mais l'objectif reste de recruter des gynécologues-obstétriciens qui restent de manière pérenne. Suite au départ de notre praticien titulaire on a publié des postes. On partage complètement l'objectif fixé qui est celui d'une sécurisation de la maternité avec une équipe pérenne. Et on travaille avec les autres maternités du territoire pour anticiper les éventuelles difficultés et continuer la prise en charge de la population de

proximité. Je le répète : notre volonté est de maintenir une activité de maternité dans des conditions de sécurité assurées », appuie Florent Chambaz.

Le fonctionnement en direction commune pointé du doigt

Au-delà de la maternité, des praticiens que nous avons rencontrés s'inquiètent pour l'avenir de l'avenir du CHVM dans son ensemble. Selon eux, « avant que le CHVM ne passe en direction commune, la situation n'était certes pas idéale, mais depuis, elle s'est aggravée ». Ils reprochent à la direction commune de ne « pas vouloir procéder aux recrutements nécessaires, mais aussi de refuser d'envoyer des renforts à Saint-Jean lorsque la situation est critique ». « Quel est l'intérêt d'avoir une direction commune des lors ? », s'interrogent-ils, affirmant qu'une fermeture du Service de soins de suite et de réadaptation (SSR) de Modane était envisagée « avec le transfert de son chef à Saint-Jean... mais pas au SSR où la situation est critique, non, en gerçante où le besoin est moins urgent ».

« Il n'y a pas d'objectif ni d'idée de fermer des services de manière définitive dans notre établissement »

« L'enjeu principal pour notre établissement est de maintenir, c'est de faire revivre des équipes médicales aujourd'hui qu'on estime insuffisantes pour faire tourner toutes nos activités de manière complètement sereine. Donc effectivement, quand il y a des congés, des arrêts maladie, des départs, on doit à chaque fois discuter, réfléchir avec la communauté médicale à la façon d'organiser les choses. Et oui, des hypothèses il y en a plein sur la table. Dans les derniers mois, des médecins de Chambéry sont venus régulièrement aider au CHVM, ce que l'on n'avait pas connu depuis des années », souligne Florent Chambaz.

Il poursuit : « Pour le SSR de Modane, est-ce une rumeur, va-t-on le faire ou pas ? Il n'y a pas de tabous dans les discussions qu'on doit avoir au sein de l'hô-

pital. Pour autant, la décision, quand on la prend, est prise en lien avec la commission médicale d'établissement. Ce n'est pas que je ne veux pas répondre sur le SSR de Modane, mais c'est que plein de sujets sont abordés, et à chaque fois on essaie de trouver la meilleure solution pour la prise en charge des patients, toujours dans une logique de qualité. Il n'y a pas d'objectif ni d'idée de fermer des services de manière définitive dans notre établissement. Notre objectif est de maintenir toutes les prises en charge à court, moyen et long terme sur Saint-Jean et sur Modane. »

14,5 M€ d'investissements prévus

Côté investissements, à l'installation d'un nouveau scanner en 2024 et de l'IRM en 2025, suivent actuellement des travaux de réfection des unités de production alimentaire de Saint-Jean pour un montant de 1,5 M€ et de Modane pour 300 000 €. « En prévision, avec un début de travaux dans un an et ce pour une durée de 2 à 3 ans, nous avons une grosse opération de 14,5 M€ pour la réfection de la stérilisation ; pour la réfection du bloc opératoire qui, compte tenu de l'activité hivernale, mérite d'être repensé intégralement ; et pour la réfection du service de médecine du site de Saint-Jean qui est vieillot et ne répond plus aux besoins des équipes et de la population pour la prise en charge hôtelière, certaines chambres n'étant pas équipées de douche ou ayant une porte trop étroite », indique Pierre Kempf.

« Ces investissements sont financés intégralement grâce au soutien et au travail de l'ensemble des élus. L'établissement ne sortira rien de sa poche, ce qui assure une unique sur le territoire et prouve bien l'intérêt qu'a l'Agence régionale de santé pour le CHVM. Reconstituer une stérilisation, l'intégralité d'un bloc opératoire, d'un service de médecine, après avoir eu un scanner et un IRM, ça positionne le CHVM dans le temps. On ne fait pas des travaux pour 6 mois mais pour 20 à 25 ans. Il peut y avoir des interrogations, des inquiétudes, mais je dirais qu'on se donne les moyens aussi que cet aspect matériel essentiel dans l'attractivité des professionnels soit un sujet définitivement traité. Quand on a été contraint, il y a 3 ans, de fermer le bloc opératoire pendant six mois du fait de problèmes de bâtiments, on aurait pu se dire que ça coûterait trop cher et qu'on arrêterait la chirurgie à Saint-Jean. Ce n'est pas ce qui a été dit et, au contraire, on a tout fait collectivement pour que ça tienne », rappelle Florent Chambaz.

D'ici la fin de l'année, le fonctionnement en direction commune devrait être entériné. « Tous les établissements doivent donner leur accord. Le soutien est de s'inscrire de manière définitive dans cette direction commune. L'élaboration d'une stratégie se fait sur la durée », conclut Florent Chambaz.

Cédric Vetrail